



Conseil économique et social

Distr. limitée
25 juin 2021
Français
Original : anglais

Comité du programme et de la coordination

Soixante et unième session

1^{er}-25 juin 2021

Projet de rapport

Rapporteur : M. Arman **Khachatryan** (Arménie)

Additif

Questions relatives au programme : évaluation

[Point 3 b)]

Rapport du Bureau des services de contrôle interne sur le renforcement du rôle de l'évaluation et la meilleure application des conclusions des évaluations lors de la conception et de l'exécution des programmes et dans les directives de politique générale

1. Durant sa soixante et unième session, le Comité du programme et de la coordination a examiné le rapport du Bureau des services de contrôle interne (BSCI) sur le renforcement du rôle de l'évaluation et la meilleure application des conclusions des évaluations lors de la conception et de l'exécution des programmes et dans les directives de politique générale ([A/76/69](#)).

2. Le Président a appelé l'attention sur la déclaration de la Secrétaire générale adjointe aux services de contrôle interne qui présentait le rapport. Un(e) représentant(e) du Bureau des services de contrôle interne a fait des remarques liminaires et, aux côtés de représentantes et représentants du Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité, du Département des opérations de paix et du Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix, a répondu aux questions posées par le Comité au cours de l'examen du rapport.

Débat

3. Plusieurs délégations ont remercié le BSCI de son rapport. Une délégation a fait remarquer qu'il s'agissait d'un exercice utile qui aidait à mieux comprendre un élément important de l'exécution des programmes, et relevé que l'évaluation était



d'une importance capitale pour continuer à apporter des améliorations, tirer des enseignements et veiller à ce qu'un programme produise des résultats crédibles et réels.

4. Une délégation a prié le Secrétaire général de s'acquitter des mandats de manière aussi efficace et efficiente que possible et d'améliorer la qualité des travaux, et indiqué qu'il était d'une importance cruciale d'évaluer les résultats des départements et bureaux du Secrétariat.

5. La délégation a estimé que des évaluations professionnelles aideraient le Secrétariat et les États Membres à déterminer si les indicateurs qualitatifs et quantitatifs avaient été atteints ou non et si l'ONU s'était acquittée correctement de ses mandats.

6. Des préoccupations ont été exprimées quant à l'importance excessive accordée aux évaluations de projets (par. 13 et 14) et des éclaircissements ont été demandés sur la manière dont le Secrétariat pourrait abandonner ces évaluations et sur les mesures qui auraient déjà été prises, le cas échéant, à cet égard.

7. La délégation s'est félicitée qu'à la suite de la réforme de l'établissement du budget on place davantage l'accent sur la manière dont les évaluations avaient permis d'améliorer la programmation. Elle s'est toutefois déclarée préoccupée par le fait que la moitié des personnes ayant répondu à l'enquête auprès des interlocuteurs ne savait pas si les évaluations avaient suscité des changements positifs dans leurs entités (par. 40) et a demandé un complément d'information sur les mesures qui auraient déjà été prises, le cas échéant, pour communiquer avec ces entités du Secrétariat.

8. Les délégations ont salué le lancement de la politique d'évaluation, en tant qu'élément clef des initiatives de réforme du Secrétaire général et noté que certaines entités avaient apporté quelques améliorations à la manière dont elles réalisaient les évaluations et que la qualité des rapports était dans l'ensemble meilleure.

9. Plusieurs délégations se sont dites conscientes que des lacunes et des disparités importantes subsistaient au Secrétariat et ont suggéré de remédier aux carences graves.

10. Les délégations ont mis l'accent sur l'importance du renforcement des capacités des départements et rappelé que certaines capacités avaient été développées dans le passé. À cet égard, il a été noté qu'il s'agissait non seulement de renforcer les capacités, mais aussi d'instaurer une culture dans laquelle les gestionnaires et les responsables de programmes accordaient de la valeur à l'évaluation. Il a également été dit qu'il fallait établir une culture de l'amélioration continue, sous-tendue par une démarche solide et cohérente en matière d'évaluation.

11. Une délégation a indiqué qu'il était important que les membres du personnel de chaque département et bureau aient des connaissances et une expérience suffisantes de l'évaluation, ce qui améliorerait la planification des programmes et permettrait aux équipes dirigeantes de mûrir leurs décisions en se fondant sur les résultats de l'évaluation. Il a également été souligné que cette démarche pourrait aboutir à une augmentation des ressources fournies par les États Membres.

12. Une délégation a dit qu'elle espérait que les décisions du Comité permettraient non seulement de renforcer le rôle et les résultats des évaluations au Secrétariat, mais aussi d'améliorer la qualité de l'exécution des mandats.

Conclusions et recommandations

13. Le Comité a félicité le BSCI pour ses travaux tendant à améliorer l'application du principe de responsabilité au sein du Secrétariat, et à rendre celui-ci plus efficace et efficient.

14. Le Comité s'est dit préoccupé par les lacunes constatées dans le rapport, telles que la pratique de l'évaluation très inégalement répartie, les faiblesses concernant l'utilisation de l'évaluation et les systèmes de suivi, ainsi que le manque de capacités de longue date, et a recommandé que l'Assemblée générale prie le Secrétaire général d'élargir la portée de l'évaluation dans tout le Secrétariat.

15. Le Comité a souligné combien l'évaluation était importante et recommandé que l'Assemblée générale prie le Secrétaire général de prendre des mesures supplémentaires pour rendre plus utile l'évaluation de façon à améliorer les programmes, accroître la performance et renforcer l'application du principe de responsabilité, la transparence et le contrôle interne.

16. Le Comité a recommandé que l'Assemblée générale fasse siens les résultats, conclusions et recommandations du rapport du BSCI sur le renforcement du rôle de l'évaluation et la meilleure application des conclusions des évaluations lors de la conception et de l'exécution des programmes et dans les directives de politique générale, notamment ceux qui sont formulés aux paragraphes 85 à 88.

17. Le Comité a sélectionné les évaluations ci-après pour examen à sa soixante-deuxième session, en 2022 :

a) Évaluation du Bureau de la coordination des activités de développement au regard de la cohérence des programmes élaborés au niveau des pays par les Nations Unies pour aider les pays à atteindre les objectifs de développement durable ;

b) Évaluation du sous-programme 1 de la Commission économique pour l'Afrique (Macroéconomie et gouvernance) ;

c) Évaluation du sous-programme 3 de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (Politiques macroéconomiques et croissance).

18. Le Comité a également sélectionné les évaluations ci-après pour examen par l'organe intergouvernemental compétent :

a) Contribution à l'état de droit de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali ;

b) Appui à l'état de droit et aux institutions chargées de la sécurité apporté par la Mission de stabilisation de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo ;

c) Les affaires politiques dans les opérations de maintien de la paix ;

d) Les femmes et la paix et la sécurité.

19. Le Comité a rappelé la résolution [37/234](#) par laquelle l'Assemblée générale avait mis en place des examens triennaux de l'application des recommandations issues des évaluations du BSCI et a noté qu'il examinerait, à sa soixante-deuxième session, en 2022, les examens triennaux de l'application des recommandations formulées à sa cinquante-neuvième session, en 2019, ainsi que les évaluations suivantes :

a) Bureau des affaires de désarmement ;

b) Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences ;

c) Programme des Nations Unies pour l'environnement ;

d) Bureau des affaires juridiques ;

e) Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés ;

- f) Département de la communication globale ;**
 - g) Bureau des ressources humaines (Département de la gestion) ;**
 - h) Bureaux de la Représentante spéciale du Secrétaire général pour la question des enfants et des conflits armés, de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit et de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question de la violence contre les enfants.**
-